

## avant-propos

L'avenir de l'Europe va se jouer à quitte ou double. En 1996, les gouvernements des quinze Etats membres devront, ensemble, se prononcer sur les développements qu'ils entendent imprimer à l'Union. Plus ou moins d'Europe, telle sera la question. Un groupe de réflexion, conduit par Carlos Westendorp, secrétaire d'Etat espagnol aux affaires européennes, prépare cette **conférence intergouvernementale**. Des pistes sont déjà proposées, comme en témoignent les rapports présentés à la Chambre par Mark Eyskens et Freddy Willockx (p. 8).

A l'occasion de la présentation du rapport annuel sur la **politique de concurrence**, le commissaire Van Miert attire notre attention sur les nouveaux défis en la matière (p.10). L'exemple de la Sabena est encore dans tous les esprits (pp. 1 à 3). L'ancien ministre belge des transports, Herman de Croo, qui a présidé le Comité des Sages pour le **transport aérien**, donne quelques orientations pour l'avenir de ce secteur (pp. 4-5).

**Les pêcheurs** se battent pour leur survie mais les "guerres" entre pêcheurs font peser une menace sur la faune maritime. Certes, la Commission peut proposer des règlements techniques et des moyens de protection, mais ils resteront sans effet tant que les autorités nationales ne contraindront pas à les respecter (p. 6).

*Dans un certain sens, cela vaut aussi pour la fraude. Du côté belge, on demande que les Etats membres engagent une lutte systématique contre la fraude, mais aussi que la Commission européenne reçoive davantage de compétences sur ce terrain (p. 7)*

Notre rubrique juridique traite du droit pour chacun de tenir secret son état de santé. Un problème rendu aigu par les **dépistages du sida à l'embauche** (p. 14).

*Eurinfo dresse également un premier bilan du **programme européen d'aide au Hainaut**, en compagnie d'Yvan Capouet, qui a été en charge de cette matière pendant deux ans (p. 9).*



**J.F. van den Broeck**  
*Directeur du Bureau en Belgique  
 de la Commission européenne*



*Transport aérien:*  
**Départ Porte Quinze**

**Le "mariage" Sabena-Swissair préfigure-t-il l'avenir du transport aérien? Très probablement. Mais l'Union européenne jouera, elle aussi, un rôle déterminant.**

Affluence internationale, le 4 mai, dans un hôtel de la banlieue bruxelloise, pour un mariage qui a eu l'art de se faire attendre. Au buffet, entre autres spécialités, fondue, fondant et chocolat suisse, bières, pâtisseries et pralines belges. Le soleil était de la partie. Et les mariés s'offrirent l'azur infini pour voyage de noces. Dame, on ne s'appelle pas Swissair et Sabena pour rien... L'avenir nous dira si l'amour est vraiment de la partie. Mais c'est la raison qui d'abord a parlé: les compagnies aériennes, en particulier les européennes, sont en pleine zone de turbulences, et le mot est faible. Les plus secouées sont sans nul doute les "flag carriers", ces compagnies nationales dont l'Etat est -ou était- l'actionnaire majoritaire, voire unique.

Les raisons de cette crise dramatiquement aggravées par le conflit du Golfe sont multiples. Il y eut d'abord les effets de la dérégulation américaine. Les compagnies américaines se sont livrées à une guerre à outrance, avec les conséquences que l'on sait: faillites, disparitions, rachats, sévères restructurations. L'Europe, par la concurrence tarifaire effrénée sur l'Atlantique Nord, fut aussi un champ de bataille sur lequel ses compagnies ont dû se lancer bien malgré elles. Le bilan est lourd: les coûts d'exploitation de ces dernières sont jusqu'à 40% supérieurs à ceux de leurs rivales américaines.

Vint alors la libéralisation requise par l'Union européenne. C'est là que les *flag carriers* sont frappées de plein fouet. La privatisation passe par la fin des bilans déficitaires, des aides d'État,

►► de coûts trop lourds et des méthodes de fonctionnement souvent fort bureaucratiques. Point déterminant: une part importante des coûts d'exploitation réside dans les droits payés par les compagnies aux aéroports: redevances d'utilisation des infrastructures aéroportuaires ainsi que de contrôle du trafic aérien. Les multiples instances concernées et le morcellement du territoire européen font que ces droits y sont trois fois plus élevés qu'aux USA.

### Restructurations

Plusieurs compagnies privées – le plus souvent de taille réduite et très jeunes – ont logiquement profité de ces difficultés pour tailler des croupières à leurs "aînées" et accentuer la concurrence. Bilan: toutes les *majors* du Vieux continent ont entamé une valse de restructurations qui n'en est, en réalité, qu'à ses débuts.

Or, le poids socio-économique du transport aérien est extrêmement important en Europe. Celle-ci compte pour 31% de la distance parcourue par les vols commerciaux à l'échelle mondiale, et l'économie de l'Union gagne chaque année quelque 55 milliards d'ECU

grâce à ce secteur. Un secteur qui emploie pas moins de 400.000 personnes auxquelles il faut encore ajouter les très nombreux emplois indirects. Il est vrai que plus de dix mille emplois ont déjà été perdus depuis cinq ans. Pourtant, même si le train à grande vitesse (TGV) viendra sévèrement concurrencer l'avion sur certaines liaisons, l'impressionnant développement de la demande de mobilité ne pourra que développer l'aviation.

L'Europe l'a bien compris. Ainsi le Parlement européen a demandé à la Commission d'analyser tous les problèmes relatifs à la création d'un système unique de contrôle et de gestion du trafic aérien communautaire, qui serait placé sous une seule autorité de l'aviation civile. Cela permettrait aux compagnies de diminuer leurs coûts d'exploitation. Le Parlement a également invité chaque Etat membre à permettre au plus vite l'accès de toutes les compagnies européennes aux lignes intracommunautaires, sans aucune discrimination.

Dans le même temps, la Commission surveille attentivement les aides fournies par les Etats à leurs *flag carriers* pour leur permettre un décollage correct dans la libéralisation. Ces aides ne peuvent constituer ni un contournement des directives, ni un déséquilibre des conditions de concurrence. Mais le marasme ambiant dans le secteur aérien est tel que la Commission a dû se résoudre à admettre, pour certaines compagnies, des aides répétées, chose en principe rigoureusement interdite. La condition sine qua non est alors la mise en oeuvre d'un plan global de restructuration.

En outre, la Commission attend de recevoir un mandat des Etats membres pour négocier les accords dits "de ciel ouvert" avec les Etats-Unis (voir encadré). Quelques Etats s'y refusent, préférant négocier de manière bilatérale et plaçant ainsi leurs intérêts particuliers avant l'intérêt communautaire.

### Un mariage exemplaire

Les choix stratégiques des sociétés ne seront pas moins déterminants que la politique européenne. A ce titre, le mariage Swissair-Sabena est exemplaire.

D'abord en matière de libéralisation et privatisation. Swissair détiendra à terme nettement plus que les 49,5% de la Sabena qu'elle vient de prendre en posant 6,5 milliards de francs belges sur la table. Au passage, la valeur de la Sabena est passée par une coquette décote. Pour passer à cette large majorité, il faut que s'achèvent les négociations entamées avec la Commission en vue de permettre à une société d'un Etat tiers de prendre le contrôle d'une compagnie d'un Etat membre.

## Vers un accord à "ciel ouvert" avec les Etats-Unis?

L'aviation civile européenne est en position de faiblesse par rapport à sa concurrente américaine. La raison? Les Européens n'ont pas été capables jusqu'à présent de négocier ensemble avec les Etats-Unis pour obtenir un accès réciproque aux deux marchés à des conditions équitables. Washington a ainsi négocié des accords séparés avec plusieurs Etats membres qui donnent aux compagnies américaines des avantages considérables. Les transporteurs américains peuvent, par exemple, détenir jusqu'à 49% des parts d'une compagnie européenne, alors que la participation d'un transporteur européen au capital d'une compagnie américaine est limitée à 25%.

Ces dernières semaines, les Américains ont remis une pression maximale pour négocier de nouveaux accords bilatéraux avec des Etats membres, dont la Belgique. Face à cette tentative de diviser encore davantage l'Europe, la Commission européenne réagit: elle prépare un mandat de négociation pour sceller un accord qui garantisse des conditions de concurrence équitables. Neil Kinnock, le commissaire européen aux transports, a expliqué que le projet de mandat vise à créer "un espace aérien ouvert à toutes les compagnies solvables et responsables qui fournissent des services sûrs à des tarifs raisonnables de part et d'autre de l'Atlantique". Il s'agit de rétablir une saine réciprocité aussi bien en matière d'accès au marché que de concurrence, de participation et de contrôle, ou de règlement des litiges.

Les compagnies européennes ont tout à y gagner: le marché américain représente 25 à 30% du marché mondial contre seulement 10 à 15% pour le marché communautaire et l'Atlantique Nord représente 30% du trafic total des compagnies européennes, alors que ce marché ne constitue que 14% du trafic total des compagnies américaines. Les passagers ont eux aussi tout à y gagner: l'ouverture de nouvelles routes augmentera la pression concurrentielle et contribuera à faire baisser le prix des billets, le tout dans un contexte commercial conçu pour garantir la sécurité et la protection des intérêts des consommateurs.





© B. Boccaro

En effet, les *flag carriers* jouissent d'une totale liberté d'accès aux lignes intracommunautaires; ce droit serait du coup étendu à leurs nouveaux actionnaires majoritaires. Pour la compagnie helvète, c'est une belle porte vers le marché de l'Union qui s'ouvre...

Bien sûr, il n'est pas question de repeindre - une nouvelle fois! - les avions de la Sabena. Le contrat de mariage stipule que cette dernière dispose encore d'une certaine dose d'autonomie. Les semaines et les mois à venir indiqueront vite ce qu'il en est effectivement. En effet, en attendant le libre accès total, des synergies de flotte, de services, de réseau commercial et d'informatique avec la Sabena renforceront considérablement la présence de Swissair sur le marché européen. D'autant que le choix de la Sabena est aussi lié à celui de l'aéroport de Bruxelles. Celui-ci est considéré par tous les observateurs comme au coeur d'une zone à très fort potentiel de développement. De plus, il offrira aux deux compagnies un "hub" (bâtiment spécialement conçu pour les correspondances rapides entre les vols intercontinentaux et ceux du trafic intra-européen et vice-versa) extrêmement pratique et compétitif.

#### Centres de profits

Comme toutes ses consœurs européennes, Swissair a tiré les leçons de la dérégulation américaine. L'avenir n'appartient plus ni aux (relativement) petites compagnies nationales, ni aux gigantesques compagnies monolithiques

particulièrement difficiles à gérer. Il passe par la constitution de grands groupes constitués de diverses filiales indépendantes qui doivent s'auto-financer. Ce sont des "centres de profits". A ce niveau, il est très probable que la restructuration entamée par Swissair entre ses vols réguliers, charters et régionaux s'étende rapidement à la Sabena, avec de très profitables synergies. Cette réforme passe par une très nette séparation des marchés aériens - régional, européen et intercontinental - qui exigent des types d'avions, une offre, un marketing et une flexibilité fort différents.

Il est tout aussi certain que ces mariages - car il y en aura d'autres, et le petit monde du transport aérien frétille de rumeurs et de négociations - ne peuvent en rester là. Les accords de coopération avec d'autres compagnies en seront les enfants naturels. Là encore, le fait que Sabena comme Swissair avaient déjà chacune ce genre d'accord avec l'américaine Delta plaide pour le mariage. La coopération dépassera largement le stade de vols communs: elle concernera également toute l'infrastructure nécessaire, jusque et y compris l'entretien des avions.

"Mariages", fusions, privatisations, accords de coopération avec leur inévitable lot de rationalisations constituent ainsi l'avenir immédiat du transport aérien, en vue de lui rendre ses ailes économiques. Ce ne sera certes pas sans difficultés sociales. C'est pourquoi la Commission devra plus que jamais surveiller le respect du droit communautaire.

M. VDM

#### "CALOMNIEZ, IL EN RESTERA TOUJOURS QUELQUE CHOSE"

"Philip Morris SA" s'est offert une page entière de publicité dans "Le Soir" pour affirmer, entre autres, que "la récente législation en Europe limitant les occasions de fumer contient 24.942 mots": sous-entendu, voyez donc ces bureaucrates de Bruxelles, prolixes et surtout obsédés par l'idée fixe de se substituer aux légitimes gouvernements nationaux. Or une telle "loi européenne" n'existe simplement pas. Sauf, bien entendu, dans la fertile imagination des experts de "Philip Morris". Il n'y a en fait aucun code législatif de l'Union européenne qui réglemente les moments et les lieux où vous pouvez fumer. Les mesures visant à protéger les non-fumeurs contre les méfaits du tabagisme involontaire ou passif sont prises par les Etats membres sur leur propre initiative. ○ ○ ○



Isopress © B. Bourgeois



Herman De Croo:

*“La mosaïque sert quelques Etats, mais desservira l'ensemble”*

Quel est l'avenir du transport aérien européen, sur le Vieux continent comme au niveau mondial? Quels sont les défis auxquels il est confronté? Quelles orientations doit-il prendre? Et dans quelle politique doit s'engager l'Union européenne pour permettre à ce secteur d'enfin tourner le dos à la crise? Autant de questions auxquelles a tenté de répondre le “Comité des Sages pour le transport aérien”, créé à l'instigation de la Commission européenne. Herman De Croo, son président, répond aux questions d'Eurinfo.

◦ ◦ ◦ SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION: QUID?

La société de l'information, qui marie l'informatique aux moyens modernes de communication, enthousiasme beaucoup d'Européens, mais elle en rend d'autres perplexes. Pour mieux connaître l'impact possible de ces nouvelles technologies sur la vie des gens - en particulier leur travail - et pour en faire profiter le maximum de citoyens, la Commission européenne a demandé à quatorze personnalités indépendantes d'y réfléchir de façon systématique. Ce groupe d'experts, nommé fin avril, com-

◦ ◦ ◦

**Eurinfo: L'accord Sabena-Swissair est-il une préfiguration de l'avenir des compagnies de l'Union?**

H. DE CROO: Elles cherchent toutes des alliances de toutes sortes, qui vont de formules tout à fait intégrantes à la collaboration fort avancée, la filialisation etc. Sabena-Swissair est du type très intégrationniste: la société helvète aura un impact important sur la gestion de sa consœur, même si elle n'en détient pas - ou pas encore - la majorité.

**Les Etats doivent-ils totalement se retirer de l'actionnariat des compagnies?**

En principe, l'actionnariat est assez indifférent. Mais, lorsque l'Etat est actionnaire, surtout majoritaire, il ne se conduit pas comme un actionnaire normal. Il est en effet soumis à des critères politiques, publics et parfois syndicaux, et ainsi exerce un impact fort important sur la gestion de la société. L'Etat

est dès lors juge et partie et doit suppléer aux déficits entraînés par son action directe ou indirecte, du fait des missions qu'il impose. Un des tests du comité était d'ailleurs de voir si, en cas d'augmentation de capital d'une compagnie, celle-ci aurait été souscrite aussi facilement par un capitaliste “à risque” que par un capitaliste aussi politique qu'un Etat. La grande différence est là. C'est pour cela que nous avons dit qu'il fallait diminuer l'emprise de l'actionnariat majoritaire ou simplement bloqueur. Mais l'Union européenne n'est pas non plus innocente, puisqu'elle donne des portions de propriété pour qu'une compagnie puisse bénéficier des avantages d'une “flag carrier”, c'est-à-dire être considérée comme une compagnie nationale et profiter, à ce titre, de la liberté complète d'accès à toutes les lignes des Quinze. Ce n'est pas ce qu'il y a de meilleur pour la compétitivité.



## Retourner à l'essentiel

### Va-t-on vers quelques grandes mégacompanies?

Je n'en sais rien. Il y en a déjà pas mal. Mais, si vous prenez l'exemple de l'Amérique du Nord, on s'aperçoit que des toutes petites compagnies créent des niches de marché. Il y en aura en Europe aussi. Chez nous, ce qui joue, c'est le coût qui est beaucoup plus élevé. Concurrence du rail et de la route, systèmes encore nationaux du contrôle aérien, gestion des aéroports: tout cela fait que le transport aérien est plus cher en Europe que partout ailleurs. De ce fait, les alliances sont absolument nécessaires. J'ai toujours dit en boutade qu'il y aura 4 grandes compagnies en Europe, dont 3 américaines! Cela n'ira pas jusque là, mais les compagnies devront retourner à l'essentiel et abandonner toutes leurs activités annexes telles que l'hôtellerie, le catering et tout le reste. L'aviation est l'industrie la plus intégrationniste qui existe: elle fait tout elle-même. Ce n'est pas son rôle, et elle y perd beaucoup d'argent.

### Faut-il une seule autorité aéroportuaire européenne?

Si vous pensez à un espace aérien européen, il faut immédiatement passer à une autorité commune, ou de coordination. Actuellement, c'est une autorité de refus. L'Union européenne est sans cesse appelée à contrôler, trancher, contester, à recourir à la Cour européenne. Elle a donc une position à la fois défensive et interventionniste en faveur d'une certaine dérégulation. Elle n'a pas encore assez d'action positive. Elle devrait être porte-parole vers l'extérieur, en ayant beaucoup plus qu'au-

.....  
*N'importe qui ne peut pas  
voler n'importe quand  
avec n'importe quoi.*  
.....

paravant une main commune. Les Etats-Unis, eux, jouent sur les deux tableaux, en employant le bilatéral quand ça leur chante, et en invoquant le multilatéral comme alibi majeur. On se fait ainsi prendre sur les deux flancs. Pour ce qui concerne le contrôle aérien, il est par nature transfrontalier. Il y a des tentatives, mais cela met du temps.

## Une nécessaire politique commune

### Quel rôle doit encore jouer la Commission?

Elle est l'organe qui amène les propositions. En quelque sorte, elle prépare et elle apporte les plats sur la table du Conseil là où il doit encore intervenir. Elle pousse au maximum son autonomie de pouvoir. Mais elle encaisse aussi les coups des uns et des autres, pas toujours de manière très transparente; je pense là à certaines aides d'Etats. Je vois difficilement le Conseil être disposé à lui concéder rapidement plus de pouvoirs dans ce secteur. Je crois que le Conseil a tort, car il faut arriver à une politique commune vers l'extérieur. Sinon, après les Américains, nous aurons les Asiatiques qui joueront aussi du bilatéral. Or, à l'intérieur des Quinze, il doit y avoir solidarité. La mosaïque sert certains Etats, mais desservira l'ensemble.

### Faut-il un minimum de régulation, ou la libéralisation totale?

C'est un faux débat. Même aux Etats-Unis, il y a encore des règles. Des choses élémentaires comme la sécurité, la crédibilité financière et sociale des compagnies, des seuils de service, le contrôle aérien. Il ne peut y avoir un libéralisme fou. N'importe qui ne peut pas voler n'importe quand avec n'importe quoi. Mais il faut que l'intervention soit minimaliste, limitée à ce que l'Etat doit faire. Le reste est affaire de concurrence. Il faut laisser commercialement les sociétés naître, disparaître, s'allier, sans interventionnisme.

### Mais le personnel craint pour son emploi...

L'emploi, c'est une liturgie à laquelle je suis totalement étranger. On ne perd pas d'emplois. On en crée. Je suis peut-être brutal, du fait de ma longue expérience politique, mais sauver artificiellement l'emploi, c'est le détruire. Car, à long terme, vous mettez tellement de moyens en oeuvre que vous les rendez indisponibles pour d'autres choses et vous créez une telle distorsion de concurrence que vous tuez d'autres emplois. C'est valable pour tout. Très longtemps, les compagnies aériennes nationales se sont crues des administrations parapubliques, où on entre comme dans un noviciat pour devenir vicaire, puis doyen, curé et quelque fois évêque si pas cardinal, quelles que soient les circonstances. C'est une culture d'entreprise que ce secteur doit perdre au plus vite. □

ooo prend des professeurs, des responsables syndicaux et patronaux, des journalistes et un conseiller d'entreprise, originaires de onze pays de l'Union européenne. Le groupe, présidé par le directeur de l'institut de recherche économique de Maastricht, Luc Soete, doit remettre à la Commission un premier rapport en novembre, puis un autre en avril 1996.

### CHOMAGE: TRISTE RECORD POUR L'ANDALOUSIE

Entre avril 1993 et avril 1994, le chômage a augmenté à peu près partout dans l'Union européenne, mais il a surtout grimpé dans des régions déjà fortement touchées, où il bat de tristes records, surtout en ce qui concerne les femmes et les jeunes. En avril 1994 comme en 1993, c'était l'Andalousie qui avait le taux de chômage le plus élevé de toute l'Union - 34,7% contre 30,8% l'année précédente - et c'était le Luxembourg qui avait le taux le plus bas - 3,4% contre 2,4% en 1993. En un an, on a enregistré les plus fortes hausses du chômage en Allemagne de l'Est, dans le sud de l'Italie, dans plusieurs régions espagnoles, notamment dans le sud, et dans certaines régions françaises - Basse-Normandie, Champagne-Ardenne, Corse et Picardie. Ce sont des régions espagnoles qui ont le privilège peu enviable d'avoir un taux de chômage de 25% ou plus: l'Andalousie bien sûr, mais aussi la région de Valence, la Murcie, le Pays basque, les Canaries, l'Estremadure et enfin Ceuta et Melilla en Afrique du Nord. Avec moins de 5% de chômeurs, quelques régions restent relativement préservées de ce

ooo



## Pêche: *les morues demandent grâce!*

Surexploitée, la mer s'épuise. Aussi, des mesures de conservation ont été prises afin d'assurer une protection des stocks.

ooo fléau, le Luxembourg, ainsi que plusieurs provinces de Bavière, dont celle de Munich, la région de Tübingen au sud de l'Allemagne, le Trentin-Haut Adige à l'extrême nord de l'Italie, le centre du Portugal et l'île de Madère, et enfin l'île grecque de Crète.

### STAGES "EUROPÉENS" POUR 5.000 CHERCHEURS PAR AN

Les chercheurs européens vont être de plus en plus nombreux à pouvoir aller travailler dans un autre pays de l'Union. Grâce au nouveau programme-cadre européen de recherche, quatrième du nom, qui s'étend de 1995 à 1998, la Commission prévoit de financer des stages pour environ 5.000 chercheurs par an. Un nouveau programme spécialisé, doté de 744 millions d'ECU, permettra à ces chercheurs de parfaire leur formation dans un autre pays de l'Union ou encore de travailler dans un type d'installation scientifique qui n'existe pas dans leur propre pays. Le programme contribuera également à stimuler la coopération entre universités et entreprises et à mettre en place des réseaux européens de recherche.

### PERMIS DE CONDUIRE EN PLASTIQUE

A partir du 1er juillet 1996, plusieurs pays de ooo

**L**es pêcheurs ne sont pas contents et le font savoir. Ils voudraient pêcher plus, plus loin et plus profond et tempêtent contre la Commission et ses règlements. Pourtant, sans règlement, il n'y aurait plus de poissons depuis longtemps.

Qu'on en juge. Une morue peut mesurer 1 m 50 et vivre 20 ans. Elle atteint sa maturité vers 4 ans ou 60 cm. Mais en mer du Nord, son espérance de vie est inférieure à deux ans. Le maillage réglementaire le plus sévère, à savoir 100 mm, permet en effet la capture des moruettes de 35 cm. 90% des morues pêchées sont donc immatures. Et seuls 2 à 3% d'entre elles arrivent à maturité, soit de 5 à 8 fois moins que dans les conditions naturelles.

Cet exemple montre toute l'acuité du problème. En fait, trop de pêcheurs armés de filets trop grands font la chasse à trop peu de poissons. Conséquence: trop de poissons juvéniles sont capturés. Les raisons? Elles sont nombreuses: croissance de la demande, obligation des pêcheurs de couvrir de lourdes dépenses d'investissements, concurrence effrénée des pays de l'Est ou d'Amérique du Nord et du Sud, surcapacité de production... Finalement, ce qui sauve les poissons, c'est leur fécondité exceptionnelle et le fait que l'évolution des oeufs est indépendante de celle des parents. Mais cette fécondité masque de moins en moins la diminution du stock de géniteurs. Or, sans géniteurs, plus de poissons. Bref, les ressources de la mer ne sont pas inépuisables.

### Mesures techniques

Dès lors, pour réduire les captures des poissons qui n'ont pas encore atteint leur maturité sexuelle quantité de mesures techniques ont été prises par la Commission: maillage minimal des filets (culs de chalut) dans certaines zones et taille ou poids minimal du poisson débarqué, limitation de la durée des campagnes de pêche, zones d'interdiction de

certaines modalités de pêche et restrictions applicables aux bateaux et engins de pêche.

Cette gestion s'est appuyée, lors de la naissance de l'Europe bleue en 1983, sur le principe de la fixation d'un total admissible de capture (TAC) pour chaque stock. Les niveaux des stocks sont évalués chaque année et c'est sur base d'avis scientifiques que la Commission élabore des propositions de TAC pour les différents stocks. La décision finale sur le niveau des captures autorisé pour l'année suivante est arrêtée au mois de décembre par le Conseil des ministres de la pêche. Ces TAC seront ensuite divisés en quota nationaux selon la clé de répartition convenue en 1983, l'épuisement d'un TAC ou d'un quota entraînant la fermeture de la pêcherie.

### Comment contrôler?

Seulement, sans engagement total des autorités publiques, des industriels et des pêcheurs, ces mesures techniques sont difficiles à contrôler. Par exemple, il n'y a pas de frontière pour le poisson entre la Manche et la mer du Nord. Mais le pêcheur, lui, doit changer ses filets car, s'il a le droit de pêcher le merlan avec une maille de 80mm dans la Manche, ce minimum est de 90mm en mer du Nord! D'autre part, ces mesures sont adaptées à des pêches ciblées "monospécifiques". Or, plus on va vers le Sud, plus on prend d'espèces différentes dans un même filet: avec une maille de 90mm pour le merlan, on prend forcément des morues immatures. Soit autant de "prises accessoires", rejetées à la mer quand elles dépassent le pourcentage autorisé. Il en va entre-temps de même avec les poissons sous la taille réglementaire. Mais tous sont déjà morts... Ainsi, sur 102.000 t de merlans capturés en mer du Nord en douze mois, 30.000 t étaient des rejets et 27.000 des captures accessoires de la pêche minotière. On comprend pourquoi la mer comme les pêcheurs sont à bout de souffle...

S. Kz



# Lutte contre la fraude: *quelques pistes*

Le Parlement européen propose de renforcer les sanctions administratives et d'harmoniser les mesures de répression dans nos 15 pays. Qu'en est-il en Belgique?

**S**elon les chiffres publiés par l'Unité de coordination de lutte anti-fraude des institutions européennes (UCLAF), on évalue à 20 milliards de francs les subsides européens aboutissant dans la poche de gens malhonnêtes. Cependant, nombreux sont ceux qui pensent que cette somme fabuleuse ne représente que la partie visible de l'iceberg et parlent plutôt d'une fourchette allant de 20 à 80 milliards de francs.

La Belgique, et particulièrement la Chambre des Représentants, a décidé de participer à la lutte contre ces malversations.

Elle a demandé à son "Comité d'avis chargé des Questions européennes" de s'occuper de cette tâche importante. Ce comité, créé en 1985 et composé de 10 députés nationaux et de 10 membres belges du Parlement européen, a rendu un rapport intérimaire sur la question (1).

## **Reilles et cigarettes**

Les exemples de fraudes que ce Comité a été chargé d'enrayer sont nombreux. Généralement, elles portent sur les droits de douane, les subsides agricoles, les fonds structurels et la TVA.

En Belgique, on fraude plutôt à la douane. Exemple: des cigarettes sont débarquées à Anvers et bénéficient du régime dit "de transit". Elles ne sont pas taxées puisqu'elles ne font que passer. Elles sont soi-disant destinées à un pays extérieur à l'Union. Mais après un petit tour d'Europe, elles finissent pas se retrouver quand même sur notre marché. Résultat: un gain de plusieurs millions pour le fraudeur et une perte sèche pour la douane.

Autres exemples: en Italie, les éleveurs transalpins devaient montrer l'oreille d'un animal tué pour percevoir une prime à l'abattage. Résultat: peu d'animaux abattus mais de nombreuses vaches avec une seule oreille dans les prés italiens... Face à l'imagination des fraudeurs, il fallait donc augmenter l'arsenal répressif.

## **Harmoniser le droit pénal**

Le Comité d'avis issu du Parlement belge propose donc de renforcer les sanctions administratives que peut prendre la Commission européenne. C'est le seul niveau où elle peut agir

directement puisque le traité de Rome ne lui permet pas de s'occuper de droit pénal. Elle n'est pas habilitée à engager des poursuites ni à prononcer des peines. Seuls les États membres peuvent intervenir pénalement contre les fraudeurs. Or, seuls trois pays, l'Allemagne, le Portugal et l'Italie ont inscrit dans leurs lois le délit de fraude communautaire. Une augmentation des sanctions administratives permettrait donc à l'Europe d'agir plus directement.

Toujours au niveau juridique, ce même comité propose d'harmoniser le droit pénal des différents États membres. Il demande de définir en commun les délits commis contre les budgets européens de façon à disposer d'une base juridique homogène pour poursuivre les fraudeurs.

Enfin, au niveau belge, il propose de renforcer les services d'administration comme la TVA ou les douanes pour qu'ils débusquent plus efficacement les malfaiteurs.

Mais au-delà de la simple répression, le Comité d'avis voit dans cette lutte contre la fraude un test important au moment où l'on va discuter, sans doute à la Conférence intergouvernementale de 1996, d'un approfondissement de la collaboration européenne en matière de justice et d'affaires intérieures.

G.V.

(1) Interrompu par les élections du 21 mai, il n'a pu rendre de rapport définitif.

ooo L'Union européenne pourrait délivrer des permis de conduire en matière plastique. La Commission européenne a proposé récemment un modèle européen de permis en plastique pour les pays de l'Union qui le souhaitent. En fait, la Commission a voulu profiter de l'élargissement de l'Union et de l'évolution technique pour améliorer la formule du modèle européen de permis de conduire. Dès avant leur entrée dans l'Union au début de cette année, la Finlande et la Suède devaient déjà des permis de conduire en plastique; les gouvernements de ces pays ont indiqué lors des négociations d'adhésion qu'ils ne voulaient pas revenir à un permis en papier pour s'aligner sur le système européen. Afin d'éviter les problèmes de langues, la nouvelle carte utiliserait, comme le modèle en papier de 1991, des chiffres et de symboles graphiques pour indiquer toutes les informations requises et permettre



En 1996, les Quinze remettront sur le métier le traité de Maastricht: ce sera le thème de la Conférence intergouvernementale (CIG). Deux rapports parlementaires font déjà le point.

## CIG: on s'agite *dans les coulisses*



G. Zamboni © Isopress

Freddy Willockx

**L**a politique européenne est encore trop éloignée du citoyen", "L'Union européenne ne fait que trop souvent figure de géant économique, de poids léger en matière sociale, de nain politique et de vermisseau militaire". C'est avec des déclarations de cette nature que le socialiste Freddy Willockx, député au Parlement européen, et le social-chrétien Mark Eyskens, député belge, auteurs de deux récents rapports parlementaires, "préparent" leurs collègues du Parlement belge, dans la perspective de la rediscussion du traité de Maastricht (1992).

L'année prochaine se tiendra une conférence intergouvernementale (CIG), dont les conclusions devront être approuvées par l'ensemble des parlements nationaux. "Elles peuvent aussi influencer la conception même du traité", estime M. Nothomb, président de la Chambre.

Tel est précisément le sens des deux rapports, établis à titre personnel. Pour Freddy Willockx, "le débat sur l'Union européenne devra être mené avec plus de sérieux que, naguère, le débat sur le traité de Maastricht".

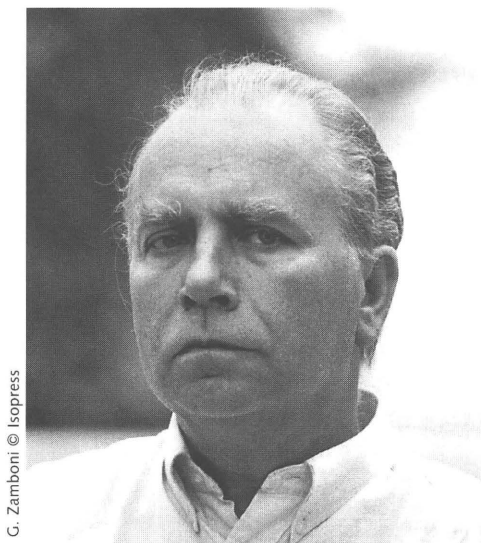
Mark Eyskens tient, lui, un langage ferme. Selon lui, la Belgique doit déployer des efforts afin que l'ordre du jour soit beaucoup plus fourni, et déclarer d'emblée, très clairement, qu'elle refusera tout élargissement de l'Union si la CIG ne débouche pas sur un "approfondissement crédible". En d'autres termes, selon lui, la Belgique ne

peut accepter que l'on entame, selon lui, des négociations en vue de futures adhésions que si la CIG est parvenue à des conclusions qui soient manifestement de nature à renforcer l'Union. De plus, ajoute-t-il, la Belgique doit se battre pour que l'Union économique et monétaire devienne réalité. Et dans le domaine militaire, elle doit continuer à oeuvrer pour l'Eurocorps. Eyskens et Willockx n'omettent aucun aspect de la coopération européenne, surtout lorsqu'il s'agit des objectifs à atteindre – "à terme, la Commission doit devenir un gouvernement européen", dit Willockx – ou lorsqu'il s'agit de rappeler à l'ordre les réfractaires. C'est la Grande-Bretagne qui, ici, se trouve sur le banc des accusés.

A cet égard, les rapporteurs ne mâchent pas leurs mots. Ils ne regrettent pas seulement le "cavalier seul" de la Grande-Bretagne dans le domaine social ("peut-être le Benelux pourra-t-il jouer un rôle et aider la Grande-Bretagne à traverser la Manche", suggère Eyskens). Willockx ajoute qu'il est inadmissible de continuer à profiter du marché unique "tout en sacrifiant les règles du jeu social sur l'autel de la concurrence".

Ce sont là des termes clairs qui permettront une discussion tout aussi claire lors de la conférence intergouvernementale à venir.

S.C.



G. Zamboni © Isopress

Mark Eyskens



Depuis un an, le Hainaut émerge à l'Objectif 1, destiné à aider les régions en retard de développement. L'heure d'un premier bilan.

# Hainaut:

## la propulsion européenne

G. Zamboni © Isopress

Depuis plus de 30 ans, le Hainaut belge se trouve dans une situation de déclin économique constant: un PIB par habitant en 1992 de 77,3% par rapport à la moyenne européenne, un taux de croissance de 1950 à nos jours ne représentant que les deux tiers du taux de croissance européen et un taux de chômage supérieur de 4% à la moyenne de l'Union européenne (8,7%).

*“Depuis le début des années 60, confirme à cet égard Yvan Capouet, fonctionnaire européen mis à la disposition du gouvernement wallon dans le cadre de l'Objectif 1, et qui a été en charge de cette matière pendant deux ans, le taux d'investissement productif dans le Hainaut a été systématiquement inférieur à la moyenne européenne. Au cours de l'année 1990, il était tombé à 1.800 ECU par an et par habitant dans le Hainaut pour 2.900 sur le plan européen. Or, le Hainaut était traditionnellement une région industrielle. Elle aurait donc dû normalement se situer au-delà et non en-deça de cette moyenne.”*

Pour ces raisons, en juillet 1993, le Conseil des ministres de l'Union décide d'intégrer le Hainaut à la liste des régions éligibles à l'Objectif 1, qui concerne les régions en retard de développement, pour la période 1994-1999, et de faire bénéficier le Hainaut des Fonds structurels européens.

### 58 milliards de francs

Concrètement, le Hainaut reçoit ainsi de l'Union européenne une enveloppe de 730 MECU (29 milliards de francs). Elle sera doublée à l'intervention de la Région wallonne (et d'autres pouvoirs publics locaux).

*“Le choix des autorités wallonnes, spécifie Yvan Capouet, a été d'axer ce programme de développement sur les investissements productifs et la création d'emplois durables afin d'augmenter le PIB du Hainaut, notamment par la mise en oeuvre de régimes d'aides directes qui ont été approuvés par la Commission au titre des règles de la concurrence.”* Sur les deux tiers des budgets affectés à la relance économique, 13% servent à promouvoir l'at-

tractivité de la zone et le développement rural, 4% à compléter les infrastructures de transport et 17% à mettre en oeuvre une politique d'emploi volontariste.

### De nouveaux emplois

Aujourd'hui, s'il est trop tôt pour tirer des enseignements définitifs, on peut toutefois relever que 22,5 milliards FB d'investissements publics (européens et wallons) ont été, pour les années 1994 et 1995, affectés à des projets concrets. Pour ce qui concerne les investissements productifs des entreprises, 325 dossiers complets ont été déposés début mai par les entreprises pour un total de 16,8 milliards de francs belges d'investissements (aides comprises) et 2.665 emplois créés. Parmi ceux-là, 122 dossiers ont été traités, représentant 8,225 milliards d'investissements – dont 2,6 milliards d'aides – et 1.212 emplois. Par ailleurs, il y a 450 autres demandes d'autorisations préalables (première phase de la procédure avant le dépôt du dossier complet). Et ces aides concernent la plupart des secteurs d'activités industrielles et de services, conformément à la législation wallonne.

Pour Yvan Capouet, *“l'effet incitatif des régimes d'aides semble clairement démontré. En outre, il est utile de rappeler que le taux d'aide est directement lié à la création d'emplois. Bref, on a voulu clairement créer de la valeur ajoutée et de l'emploi durable, un peu à l'image de ce qui figure dans le Livre blanc de la Commission européenne sur la croissance, la compétitivité et l'emploi.”*

Quoi qu'il en soit, le véritable bilan de l'incidence de l'Objectif 1 sur le Hainaut et sur les régions voisines n'est pas pour aujourd'hui. Il s'agit d'un programme qui se déploie sur six années. *“Au départ, conclut Yvan Capouet, il convient d'enclencher la mécanique, tâche qui demande beaucoup d'énergie pour peu de résultats immédiatement mesurables au niveau du PIB. Mais par la suite, les investissements porteront leurs fruits et les retombées vont s'amplifier progressivement. Bref, il s'agit de mettre en mouvement une force de propulsion...”* S.Kz

○ ○ ○ ainsi à n'importe qui dans l'Europe des Quinze – un loueur de voitures par exemple – de lire instantanément le permis.

### 227 PROJETS DE FORMATION À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Dès la rentrée universitaire 1995-1996, 56 nouvelles “Chaires Jean Monnet”, correspondant à autant de postes d'enseignement à plein temps consacrés à l'intégration européenne, seront créés ainsi que 64 cours permanents, 71 modules européens, 18 aides à la recherche et 18 initiatives complémentaires. La formation vise à familiariser les étudiants aux étapes de la construction européenne, à l'économie et à la politique européennes ainsi qu'au droit communautaire. Lancée en 1990, l'Action Jean Monnet rencontre chaque année un succès grandissant auprès des professeurs et des étudiants. Plus de 4.000 candidatures ont déjà été présentées, dont 565 rien que cette année. L'Action Jean Monnet a ainsi permis de mettre en place quelque 246 chaires, 462 cours permanents, 322 modules, 66 aides à la recherche et 18 initiatives complémentaires dans plus de 500 universités des pays membres de l'Union européenne. □



par Karel Van Miert,  
membre de la  
Commission européenne

## Une politique de concurrence active pour la croissance de l'économie

**L**a nouvelle Commission doit faire face à une quantité de défis qui résultent des tâches que l'Union européenne doit mener à bien au cours des prochaines années. La plus importante de ces tâches, le Livre blanc de décembre 1993 "Croissance, compétitivité, emploi" l'a déjà énoncée: vaincre le chômage structurel et renforcer la compétitivité de l'économie européenne sur les marchés mondiaux, en particulier sur les marchés en expansion de demain.

### La concurrence n'est pas une fin en soi

Dans ce contexte, la politique de concurrence de la Commission a un rôle actif à jouer. Et cela pas seulement parce que la concurrence est un des rares domaines où la Commission possède des pouvoirs de décision propres d'une grande ampleur. Bien plus décisif est le fait qu'une politique de concurrence active constitue l'une des conditions qui permettent à l'économie européenne de réaliser pleinement son potentiel de croissance. Cela vaut pour l'utilisation optimale du marché intérieur existant. Cela vaut tout autant pour l'ouverture des marchés qui restent pour l'instant en grande partie fermés à la concurrence. Et cela vaut surtout pour l'essor, libre de toute entrave, des marchés de l'avenir.

A cet égard, je me permets de faire une mise au point: la mise en oeuvre de principes de concurrence n'est pas une fin en soi. La politique de concurrence représente plutôt un instrument parmi d'autres, qui concourt à la réalisation des objectifs fondamentaux de la Communauté. La politique de concurrence de la Commission ne s'exerce pas dans le vide. Elle doit prendre en considération ses effets sur d'autres domaines d'action de la Commission, comme les politiques industrielle, régionale, sociale et environnementale. Cette vision globale n'est d'ailleurs pas à sens unique. La politique de concurrence intervient à son tour dans la formulation et dans la mise en oeuvre des autres politiques - cela

échappe parfois à ceux qui critiquent le cadre institutionnel de la politique européenne de concurrence, notamment ceux qui souhaitent la création d'un office européen des cartels.

### Faire évoluer les règles du jeu

Il me semble opportun de faire une deuxième remarque de fond. Lorsque l'on parle de politique de concurrence, on pense d'abord aux cartels, aux abus de position dominante et au contrôle des fusions: c'est-à-dire aux règles de concurrence s'appliquant aux entreprises. La politique de concurrence de la Commission va pourtant bien au-delà de ces domaines anti-trust classiques pour englober également les règles de concurrence applicables aux Etats membres. Je ne citerai ici que les mots-clés de libéralisation, de déréglementation et d'aides d'Etat. En outre, l'évolution des relations internationales joue un rôle croissant dans le domaine de la concurrence. De plus, l'enjeu dépasse de loin le règlement de cas particuliers. Il ne faut pas seulement appliquer les règles de concurrence, mais aussi les faire évoluer sans cesse. En d'autres termes, la Commission ne doit pas seulement veiller au respect des règles du jeu qui gouvernent l'économie de marché dans la Communauté; elle doit également faire évoluer ces règles du jeu, afin de les adapter à la dynamique du développement économique. En même temps, elle doit créer les conditions qui rendent cette dynamique possible. La Commission est résolue à assurer le développement de la politique de concurrence dans la plus grande transparence possible. J'en vois un exemple dans la consultation très complète des milieux économiques et juridiques qui a eu lieu l'an passé lors de l'élaboration des mesures législatives en matière de contrôle des fusions et dans le domaine de l'article 85 du traité CE, qui interdit les ententes entre entreprises et les cartels. La Commission continuera à mener sa politique de concurrence dans un dialogue ouvert et constructif avec les destinataires de cette politique.





## décisions

### 14 programmes pour adapter PME et salariés

De nombreuses entreprises, notamment des PME, et près de 600.000 salariés de l'Union européenne vont pouvoir s'adapter aux changements technologiques grâce à quatorze programmes nationaux ou régionaux approuvés le 24 mai 1995 par la Commission européenne. Ces programmes, présentés par les Etats membres de l'Union dans le cadre de l'initiative ADAPT, profiteront des subventions de 1,4 million d'ECU que versera le Fonds social européen entre 1995 et 1999. Les programmes approuvés intéressent les douze pays membres les plus anciens de l'Union, avec deux programmes en Belgique – un pour chaque grande communauté linguistique – et deux au Royaume-Uni – un pour la Grande-Bretagne et un pour l'Irlande du Nord. Les autorités nationales doivent maintenant présenter à la Commission des projets concrets, à la fois transnationaux et novateurs, avant le 15 septembre 1995; ces projets devraient démarrer en novembre. La Commission approuvera en principe en septembre des programmes pour l'Autriche, la Finlande et la Suède. □

### Indemnisation des investisseurs

A la fin octobre 1996 au plus tôt, les investisseurs auront droit à un niveau minimum d'indemnisation dans toute l'Union européenne en cas de faillite de l'entreprise d'investissement à laquelle ils auront fait appel – agent de change, banque ou autre. Les ministres des finances des Quinze se sont mis d'accord le 22 mai 1995 sur une directive qui prévoit une indemnisation de 90% au moins de la somme en cause, avec un plafond de 20.000 ECU. Cette directive complétera le marché unique dans le domaine des services d'investissement: il existe déjà une directive qui entrera en vigueur le 1er janvier 1996 et qui permettra à une société d'investissement d'un pays de l'Union de vendre ses services dans les

autres pays membres sans autorisation supplémentaire. La nouvelle directive, qui doit encore passer devant le Parlement européen, devrait entrer en vigueur 18 mois après son adoption définitive. □

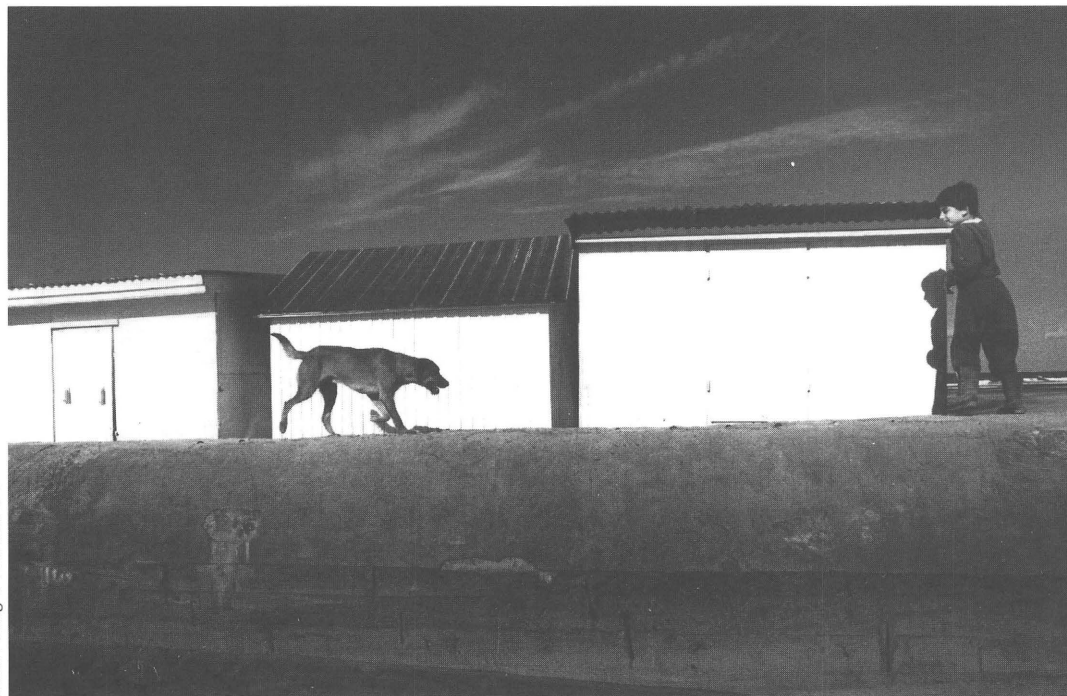
### Responsabilité limitée du donneur d'ordres

Un donneur d'ordres établi dans un pays de l'Union n'est pas tenu en principe de régler les cotisations sociales impayées d'un sous-traitant installé dans un autre pays membre, même si une loi de ce dernier Etat le prévoit. C'est ce qu'a estimé la Cour de justice européenne dans un arrêt du 18 mai 1995. La Cour a ainsi donné raison à une entreprise belge du bâtiment qui avait fait appel à un sous-traitant néerlandais pour effectuer des travaux d'isolation en Belgique. Le sous-traitant ayant fait faillite en laissant des cotisations sociales impayées, l'association professionnelle néerlandaise chargée de récolter ces cotisations les a réclamées au donneur d'ordres belge, en vertu d'une loi néerlandaise. L'entreprise belge, considérant que cette loi ne pouvait pas s'appliquer hors des Pays-Bas, a saisi un tribunal néerlandais, qui s'est tourné vers les juges européens. Ces derniers ont précisé que le donneur d'ordres belge aurait dû payer si la relation de sous-traitance avait constitué une façade et si l'entreprise belge avait été

pour les salariés du sous-traitant le véritable employeur. Ce genre de situation est fréquente dans le bâtiment, où donneurs d'ordres et sous-traitants proviennent souvent de pays différents. □

### Contrats à terme: démarchage limité

Un Etat membre de l'Union européenne a le droit d'interdire à une entreprise établie sur son territoire de démarcher par téléphone pour proposer des services liés à l'investissement dans les contrats à terme de marchandises. La Cour de justice européenne en a ainsi décidé dans un arrêt du 10 mai 1995. Elle a considéré comme compatible avec le traité CE une réglementation néerlandaise destinée à maintenir la confiance des investisseurs européens dans le secteur financier des Pays-Bas. Une société établie aux Pays-Bas et n'ayant aucun autre bureau dans l'Union européenne avait contesté cette réglementation devant les tribunaux néerlandais, car elle l'estimait contraire à la libre prestation de services sur le marché européen. Mais la Cour a jugé que cette restriction à la libre prestation de services se justifiait par la nécessité de protéger la confiance des investisseurs; d'autant que le ministère néerlandais des finances avait reçu des plaintes, non seulement des Pays-Bas, mais aussi d'autres pays de l'Union, de la part d'investisseurs déçus. □



Mark Polling © Fotoklub SAB

## initiatives

### Série d'études sur le marché unique

Evaluer l'impact du marché unique sur la croissance économique, l'emploi, l'environnement, les disparités régionales et la compétitivité des entreprises européennes dans le monde. Voilà le but d'une série d'études lancées récemment par la Commission européenne qui a annoncé cette initiative le 12 mai 1995. Deux enquêtes viennent de démarrer: l'une, menée auprès de quelque 12.000 entreprises européennes, est réalisée par les offices statistiques nationaux; l'autre est effectuée par des sociétés d'études et de conseil auprès des organisations européennes représentant les entreprises. D'autre part, la Commission fait réaliser de nombreuses études sectorielles couvrant un très large échantillon de domaines, du textile-habillement à la distribution et des assurances à l'industrie alimentaire. Cette vaste opération comprend également des études par thèmes, par exemple la libéralisation des marchés publics, les services du marché de l'information ou les réseaux de transport transeuropéens. Les résultats figureront dans un rapport à paraître au milieu de 1996. La Commission demande à tous les organismes et entreprises ayant des remarques à formuler ou des résultats d'enquêtes existantes à faire connaître, de les lui communiquer. Elle organisera en outre une réunion publique dans cette perspective le 27 septembre prochain. □

### Livre blanc pour les voisins de l'Est

Pour aider les pays d'Europe centrale et orientale à s'adapter au marché intérieur de l'Union et de l'Espace économique européen, la Commission européenne a publié le 3 mai 1995 un **Livre blanc**. Pour l'instant, ce document s'adresse aux six pays déjà associés à l'Union - Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Bulgarie et Roumanie. Il s'appliquera également aux futurs pays associés: les trois pays baltes et la Slovaquie. Le Livre blanc indique les lois et réglementations que ces pays devraient adopter pour s'aligner sur le marché unique; il décrit les moyens techniques



M. Vanhellemont © Kaligram

Des portes de Katowice (Pologne)...



et administratifs nécessaires à l'application de ces mesures; il explique enfin comment l'assistance technique fournie par l'Union peut faciliter cette évolution. Même s'il intéresse des pays qui ont vocation à adhérer à l'Union, le Livre blanc ne fait pas partie d'un processus de négociations. Il ne contient pas de calendrier et il ne pose pas de nouvelles conditions pour l'adhésion. □

### Forte progression des échanges

En 1994, les échanges commerciaux entre les pays de l'Union européenne - à douze - et le commerce avec le reste du monde ont fortement progressé, d'après les données publiées le 15 mai 1995 par Eurostat, l'office statistique européen. A l'intérieur de l'Union, une forte reprise des échanges entre Etats membres s'est manifestée: durant les neuf premiers mois, ils ont augmenté de 10% par rapport à la même période de 1993. Cette évolution s'est vérifiée dans tous les pays membres sauf l'Allemagne et surtout la Grèce. Vis-à-vis de l'extérieur, l'Union a enregistré un excédent commercial de 3 milliards d'ECU en 1994 - contre seulement 2 milliards en 1993 et des déficits les années précédentes. Les exportations de l'Union vers le reste du monde ont progressé de 10,4% et les importations de 9,3% par rapport à 1993. □

### En bref

- **Pour donner un nouvel essor aux transports fluviaux**, la Commission européenne propose notamment de supprimer le système du "tour de rôle" qui entrave la libre concurrence, surtout en Belgique, en France et aux Pays-Bas. La Commission envisage également une réduction des capacités de 15% d'ici à 1998. □
- **Pour aligner la "loi européenne" sur le traité CE interprété par la Cour de justice européenne**, la Commission européenne a proposé le 16 mai 1995 une directive qui garantit l'égalité hommes/femmes dans les régimes professionnels de sécurité sociale. Il s'agit en pratique de l'âge de la retraite et des pensions de survivant dans les régimes complémentaires créés par les employeurs. □
- **Pour débloquent un dossier en instance depuis trois ans**, la Commission européenne a modifié sa proposition de taxe énergie/CO<sub>2</sub> destinée à décourager les dégagements de gaz carbonique pour lutter contre l'effet de serre. La proposition nouvelle, présentée le 10 mai 1995, prévoit une période de transition allant de 1996 à l'an 2000. De toute façon, seuls les pays de l'Union qui le souhaitent appliqueront cette taxe. □



### La Bulgarie candidate en 1996

La Bulgarie posera sa candidature d'adhésion à l'Union européenne en 1996 à l'occasion de la conférence intergouvernementale des Quinze chargée de réformer le traité de Maastricht. Le premier ministre bulgare Jean Videnov l'a annoncé à Sofia le 4 mai 1995 lors d'une rencontre avec Hans van den Broek, commissaire européen responsable de l'Europe centrale et orientale. La Bulgarie a conclu un accord d'association avec l'Union qui lui donne vocation à adhérer, comme cinq autres pays d'Europe centrale et orientale, dont deux - la Hongrie et la Pologne - ont déjà présenté leur candidature. □

### Medpartenariat Maroc: participation de plus de 1.000 PME

Après la Turquie en avril 1994 et avant Israël en octobre 1995, le Maroc est le deuxième pays à profiter des rencontres Medpartenariat, dans le cadre du programme communautaire de coopération Medinvest entre PME de l'Union européenne et des pays tiers méditerranéens. Le Medpartenariat Maroc, qui s'est tenu à Marrakech les 15 et 16 mai derniers, a permis à 252 entreprises marocaines d'avoir des contacts directs avec 780 chefs d'entreprises venus de l'Union européenne (663 PME), des pays de l'Est et du pour-

tour méditerranéen (117 PME). Au total, environ 4.000 rendez-vous ont été organisés entre des responsables d'entreprises marocaines et d'entreprises visiteuses - en moyenne 16 rendez-vous pour chaque entreprise marocaine. Les entreprises visiteuses ont eu également l'occasion de se rencontrer entre elles (122 rendez-vous). Parmi les entreprises visiteuses, ce sont les délégations française (186 entreprises), espagnole (150 entreprises) et italienne (96 entreprises) qui ont été les plus nombreuses. Le prochain Medpartenariat aura lieu en Israël, les 23 et 24 octobre 1995. □

### Euro Info Centres:

#### 16 Centres de correspondance dans les pays tiers

Répartis dans presque toutes les régions de l'Espace économique européen, plus de 210 Euro Info Centres informent, assistent et conseillent les entreprises dans tous les domaines relevant de la compétence communautaire: réglementations adoptées ou en projet, harmonisation technique et normes, programmes de financement, de recherche et de développement technologique, marchés publics,... En raison de l'intérêt manifesté par de nombreux pays tiers, la Commission européenne a soutenu la création de 16 Euro Info Centres de correspondance, qui fonctionnent déjà. Ils ont été établis dans les pays de l'AELE (Suisse), en Europe centrale et orientale (Bulgarie, Roumanie, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Pologne, Lituanie, Slovaquie) et dans les pays du pourtour méditerranéen (Chypre, Malte, Turquie, Maroc, Tunisie, Israël et Jordanie). Lors de l'établissement d'un Centre de correspondance et du choix de l'organisme qui l'accueille, la Commission européenne veille particulièrement à s'assurer que des échanges d'informations efficaces se mettent en place. De cette manière, les entreprises de l'Union peuvent avoir accès aux mêmes informations et aux mêmes services d'assistance et de conseil que les entreprises locales. □

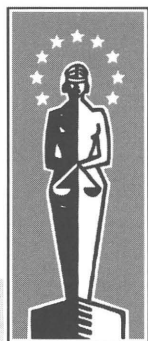
... aux places de Marrakech (Maroc)



J. Tomassini © Thema

# Dépistage du sida à l'embauche

Selon la Cour de justice de l'Union européenne, toute personne a le droit de tenir secret son état de santé. Par conséquent, quiconque se porte candidat à une fonction d'agent temporaire auprès des institutions européennes peut refuser de se soumettre à un test de dépistage du sida; ce refus ne peut motiver la décision de rejeter la candidature pour inaptitude physique (arrêt du 5 octobre 1994). Voici un aperçu des principes qui sous-tendent l'arrêt.



## EURODROIT à votre service

Vous pouvez contacter Eurodroit par téléphone au (02) 295 94 78 tous les jeudis de 14 à 18 heures (sauf en août)

Toute demande d'information écrite peut être adressée à **EURODROIT** rue Archimède 73 1040 Bruxelles

Entretiens individuels sur rendez-vous

L'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) garantit à chacun le droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique qu'à condition d'être prévue par la loi et de constituer une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à plusieurs égards: sécurité nationale, sûreté publique, bien-être économique du pays, défense de l'ordre et prévention des infractions pénales, protection de la santé ou de la morale ou encore protection des droits et libertés d'autrui.

La Cour de justice considère que le droit au respect de la vie privée constitue l'un des droits fondamentaux protégés par l'ordre juridique communautaire. Cela comporte notamment le droit pour une personne de tenir son état de santé secret. Toutefois, la Cour ajoute aussitôt que des restrictions peuvent être apportées aux droits fondamentaux à condition qu'elles répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général et qu'elles ne constituent pas, au regard du but poursuivi, une intervention démesurée et intolérable qui porterait atteinte à la substance même du droit protégé.

Or, si l'examen d'embauche sert un intérêt légitime des institutions communautaires, qui doivent être en mesure d'accomplir leur mission, cet intérêt ne justifie pas que l'on procède à un test de dépistage du sida contre la volonté de l'intéressé. Le refus de ce dernier doit être respecté dans sa totalité et interdit à l'administration de procéder, si l'intéressé s'y oppose, à tout test susceptible d'aboutir ne fût-ce qu'au soupçon de l'existence du sida.

## Liberté relative

La portée de l'arrêt est cependant limitée dans la pratique. En effet, la Cour estime que si l'intéressé refuse de donner son consentement à un test que le médecin-conseil estime nécessaire pour évaluer son aptitude, ces institutions ne sauraient être obligées de supporter le risque de l'engager.

Mais peut-on encore vraiment parler de liberté de choisir de refuser le test de dépistage du sida quand l'intéressé sait qu'il ne sera pas recruté s'il fait usage de ce droit?

Par ailleurs, la Cour n'opère aucune distinction entre le candidat séropositif et celui qui a effectivement développé la maladie, ce qui, selon les médecins, est très différent sur le plan des prestations de travail.

Dans certaines circonstances, la jurisprudence belge considère comme tromperie de la part du travailleur non seulement la communication de données erronées, mais aussi la dissimulation volontaire d'informations sur son état de santé lors du recrutement; dans ce cas, le contrat de travail est réputé nul et l'employeur peut licencier le travailleur sur-le-champ.

Si le lien existant entre l'état de santé et les exigences du travail à exercer peut éventuellement constituer un motif défendable pour ne pas recruter quelqu'un, cela ne peut toutefois pas ouvrir la porte aux abus consistant à écarter toute personne classée, à tort ou à raison, dans les groupes à haut risque, comme les fumeurs, les obèses, etc.

A n'en pas douter, les débats suscités par l'article 8 de la CEDH sont encore loin d'être clos.

Jan Van hoof



Jean-Marc Vantournhout © Thema

# au jour le jour

## 21 MAI 1995

**Belgique:** à l'issue des élections législatives, la coalition sociale-chrétienne/socialiste dirigée par Jean-Luc Dehaene garde toutes les chances d'être reconduite.

## 28 MAI 1995

**Cinéma:** la Palme d'Or du Festival de Cannes est décernée à "Underground", d'Emir Kusturica (ex-Yougoslavie), le seul film à se présenter sous la bannière étoilée de l'Europe.

## 31 MAI 1995

**Monnaie:** la Commission européenne présente son "Livre vert" sur les modalités de passage à la monnaie unique, prévue pour la fin du siècle.

**Russie:** dans une communication, la Commission européenne suggère aux Quinze une stratégie de rapprochement avec la Russie, insistant sur son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce,

sur un traitement privilégié au sein de l'OTAN et sur une aide massive à la population russe.

## 1<sup>ER</sup> JUIN 1995

**Vietnam:** l'Union européenne et le Vietnam signent un accord de coopération portant principalement sur l'aide à la transition vers l'économie de marché. L'accord inclut un paragraphe sur le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme.

## 2 JUIN 1995

**Europe:** 40 ans après la conférence de Messine, qui jeta les bases du Marché commun et de l'Euratom, les Quinze se retrouvent dans la ville sicilienne pour lancer officiellement les travaux de révision du Traité de Maastricht.

## 7 JUIN 1995

**Medias:** la Commission européenne demande au gouverne-

ment flamand de s'engager, dans les deux mois, à mettre fin au monopole publicitaire de la chaîne commerciale VTVM.

**Belgique:** d'après l'Institut géographique national français, le nouveau centre géographique de l'Union européenne est situé à Oignies-en-Thiérache, dans la commune wallonne de Viroinval.

## 8 ET 9 JUIN 1995

**Pauvreté:** à l'initiative du commissaire européen en charge de la culture, le mouvement ATD-Quart Monde organise à Bruxelles un colloque sur le thème "la culture et l'activité humaine pour refuser la misère".

## 9 JUIN 1995

**Ex-Yougoslavie:** le Suédois Carl Bildt succède à Lord Owen en tant que médiateur de l'Union européenne et du Groupe de contact.

**France:** le président Chirac reçoit pour la première fois les Quinze à

l'Elysée, en vue de préparer le G7 et le Conseil européen de Cannes.

## 26 ET 27 JUIN 1995

**Conseil européen:** les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze pays de l'Union européenne se retrouvent à Cannes pour leur rendez-vous semestriel.

### PRÉCISION

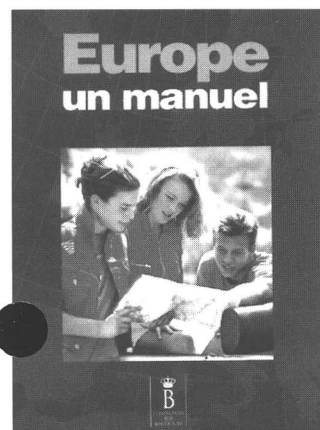
En p. 16 du n° 195 (mai 1995) d'EURinfo, l'orateur du lunch-débat organisé par le Bureau en Belgique, en collaboration avec la Maison de l'Europe, était M. Jean-Victor LOUIS, professeur, ancien président de l'Institut d'Etudes Européennes de l'ULB, actuellement conseiller de la direction et chef du service juridique de la Banque Nationale de Belgique.

# publications

## ■ gratuites

• "Europe, un manuel", 2e édition, 189 p.

Cette publication diffusée par la Fondation roi Baudouin avec



*l'appui de l'Union européenne et de la Communauté française est destinée à favoriser les échanges et les partenariats par-delà les frontières en donnant un survol de l'Europe en construction, un aperçu des programmes internationaux et une "carte d'identité" avec des adresses-ressources pour chacun des 45 pays d'Europe occidentale, centrale et orientale. Disponible au Bureau en Belgique de la CE, rue Archimède 73, 1040 Bruxelles.*

• **Culture Alerte n°5**, printemps 95, publié par le Forum européen pour les Arts et le Patrimoine. Rens.: ECAS, rue Defacqz 1, 1050 Bruxelles, tél. 02/534 43 00.

## ■ en vente

- au **Moniteur belge**, rue de Louvain 40-42, 1000 Bruxelles

- à la **Librairie européenne**, rue de la Loi 244, 1040 Bruxelles

- au **CREDOC**, rue de la Montagne 34/11, 1000 Bruxelles

- **Jean de Lannoy**, avenue du Roi 202, 1060 Bruxelles,

sauf si une autre adresse est indiquée:

• "L'économie belge. A la recherche d'un plan stratégique", par F. Abraham, M. Tharakan, L. Sleuwaegen, J. Van Overtveldt, Institut de l'Entreprise, Vif Editions, 211 p., 775 FB. En vente auprès de l'Institut de l'Entreprise, rue de la Concorde 53, 1050 Bruxelles.

• "L'Europe et la Méditerranée, Géopolitique de la proximité", par Bichara Khader (ed.), éd. Academia/l'Harmattan, 382 p., 1224 FB. Tout en analysant les stratégies et perceptions des deux côtés de la Méditerranée, cet ouvrage se veut un plaidoyer pour un vrai co-développement entre les deux rives, dans le but d'assurer, à terme, une sécurité globale, collective et négociée.

• "L'Europe du petit écran", Langues Vivantes n° 3, 47 p., 5 ECU, + poster européen "Unité dans la diversité" (gratuit). Publiés par le Bureau européen pour les langues moins répandues, rue St-Josse 49, 1030 Bruxelles. Tél.: 02/218 25 90.





F. Point © Kaligram

## I'Europe s'expose Métro Schuman

Diverses expositions sont organisées régulièrement par la Commission européenne dans les vitrines lumineuses situées sur les quais de la station de Métro Schuman à Bruxelles. Jusqu'à l'automne prochain, le Bureau en Bel-

gique de la CE vous propose de découvrir une nouvelle série de dias géantes consacrées à l'**élargissement de l'Europe**.

Les neuf panneaux rappellent l'évolution historique de l'Europe, présentent les 3 nouveaux

Etats membres ainsi que les grandes priorités de l'Europe de demain. Enfin, tout en attendant votre métro, vous pourrez y découvrir les nouveaux Commissaires entrés en fonction en janvier dernier.

### Karel Van Miert au Bureau en Belgique

**L**e 29 mai dernier, le Bureau en Belgique, en collaboration avec la Maison de l'Europe de Bruxelles, a accueilli M. Karel Van Miert, commissaire européen en charge de la concurrence. M. Van Miert a exposé la politique européenne de concurrence soulignant au passage quelques-unes de ses faiblesses. Le dumping social, par exemple, dont une des causes est la non-participation de tous les Etats membres à la charte sociale européenne. Ce dumping social sur lequel la Commission européenne n'a aucune prise est, selon lui, source de distorsion de concurrence au niveau



© Th. Dauwe

européen. Il a également rappelé son opposition à l'instauration d'une agence indépendante chargée de traiter les dossiers relatifs aux cartels. Toutefois, a rappelé M. Van Miert, certains Etats membres voudraient mettre ce point à l'ordre du jour de la prochaine conférence intergouvernementale de 1996.

### ILS ONT DIT OU ÉCRIT

**Les pays européens**, grâce aux idées sociales-démocrates, ont réalisé de grands progrès en matière de modernisation économique et de justice sociale. Il y a aujourd'hui un modèle européen de société. Ne croyez pas ceux qui, sans rien connaître à la question prétendent qu'il n'y a pas d'Europe sociale.

**Jacques Delors**,  
dans "L'Express" du 5 mai 1995

**Les systèmes ne peuvent rester immuables** pendant 50 ans: ils doivent s'adapter sans cesse. Pourquoi la Belgique ne pourrait-elle pas s'engager dans de nouvelles voies en matière de sécurité sociale ou de redistribution des richesses entre continents?

**Ricardo Petrella**,  
dans "De Morgen" du 20 mai 1995

**On entend souvent dire** qu'il ne faut pas oublier le passé sous peine de répéter inmanquablement les mêmes erreurs. Mais, le point de vue opposé est également possible: tant qu'on ne peut oublier le passé, on vit avec un sentiment de rancune, de haine et de méfiance qui peut conduire à commettre exactement les mêmes erreurs.

**NRC**, 5 mai 1995



Robert Schuman

La loi de la solidarité des peuples s'impose à la conscience contemporaine. Nous nous sentons solidaires les uns des autres dans la préservation de la paix, dans la défense contre l'agression, dans la lutte contre la misère, dans le respect des traités, dans la sauvegarde de la justice et de la dignité humaine.

**EURINFO** est édité  
par le Bureau en Belgique  
de la Commission  
européenne  
73 rue Archimède  
1040 Bruxelles  
Tél. (02) 295 38 44

Secrétaire de rédaction:  
François JANNE D'OTHÉE

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs et n'expriment pas nécessairement la position de la Commission.

La reproduction des articles est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et envoi au Bureau en Belgique de la publication.

© CECA-CEE-CEEA  
Bruxelles-Luxembourg 1995  
CC-AH-95-006-FR-C

Lay-out et mise en page:  
Kaligram